



Rives méditerranéennes

49 | 2014

Moralités marchandes dans l'Europe méditerranéenne
au XVIII^e siècle

« Les François lui ont l'obligation d'avoir favorisé leur commerce pendant la guerre »

Représentation consulaire, fraude et contrebande commerciale

Francisco Zamora Rodríguez

Traducteur : Texte traduit de l'espagnol par Olivier Raveux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/4716>

DOI : 10.4000/rives.4716

ISBN : 2119-4696

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2014

Pagination : 17-33

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Francisco Zamora Rodríguez, « « Les François lui ont l'obligation d'avoir favorisé leur commerce pendant la guerre » », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 15 novembre 2015, consulté le 01 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4716> ; DOI : 10.4000/rives.4716

« *Les François lui ont l'obligation d'avoir favorisé leur commerce pendant la guerre* »

Représentation consulaire, fraude et contrebande commerciale

Francisco ZAMORA RODRÍGUEZ
Centro de História d'Aquém e d'Além-Mar (CHAM)
Universidade Nova de Lisboa

Résumé : La documentation produite par les consuls établis dans les différents ports internationaux nous offre des éléments dignes d'intérêt pour l'analyse de la notion de moralité marchande durant l'époque moderne. L'activité consulaire, toujours en équilibre instable entre politique et commerce, fluctue en fonction de plusieurs composantes dont les intérêts entrent fréquemment en conflit. L'engagement des consuls eux-mêmes dans des activités commerciales a favorisé l'existence d'une riche casuistique sur la moralité marchande adoptée par chacun d'entre eux. Face à la possibilité d'un enrichissement personnel, le service rendu par les consuls à leur gouvernement respectif était souvent relégué au second plan, y compris quand les puissances ennemies en tiraient un bénéfice.

Abstract: The documents produced by consuls in international port cities offer us a mass of very interesting information that allows us to analyze the concept of trading ethics in the early modern period. Consular activities, always balancing on a knife-edge between politics and trade, fluctuated in response to various elements where different interests were often in conflict. The consuls' own involvement in commercial activities has contributed to the existence of a rich casuistry on the way they handled trading ethics. Faced with opportunities for personal enrichment, the consuls often placed their service to their respective government in second place, even when enemy powers could take advantage of the situation.

L'institution consulaire d'Ancien Régime a déjà retenu l'attention des historiens et connaît même ces derniers temps, à en juger par les travaux collectifs sur le sujet, un regain d'intérêt¹. Il suffit seulement de mentionner ici la récente publication de l'ouvrage *Los cónsules de extranjeros en la Edad Moderna y principios de la Edad Contemporánea*² et le colloque *Les consuls, figures de l'intermédiation marchande en Europe et dans le monde méditerranéen (XVII^e-XIX^e siècles)*, organisé par le Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine à Nice en avril 2014. Nous pouvons néanmoins affirmer qu'il reste encore sur ce vaste champ de recherche des questions qui méritent d'être abordées d'une manière approfondie, afin de mieux saisir une institution pouvant nous apporter des clés de compréhension essentielles pour l'étude de l'époque moderne.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est nécessaire d'apporter une précision terminologique fondamentale : les consulats des nations ne doivent pas être confondus avec les consulats de mer. Les deux institutions coexistaient souvent dans les espaces portuaires. Les consulats de mer avaient également une forte composante corporative et marchande, et agissaient, dans ce cas, comme tribunaux de commerce³. Les consulats des nations ont également été connus comme consulats d'outre-mer. Les deux institutions sont essentielles pour analyser les questions liées à la thématique des moralités marchandes durant l'époque moderne.

La relation des consuls des nations avec l'existence ou non d'une moralité marchande et le niveau de leur engagement dans l'application des mesures légales établies par leur pays d'origine méritent une analyse détaillée. En d'autres termes, il s'agit d'apprécier si le comportement des consuls était en accord avec les politiques commerciales adoptées par le gouvernement qui les rémunérait. En ce sens, le débat

1 Ce travail a bénéficié du soutien financier du projet d'excellence de la région Andalousie "Nuevos productos atlánticos, ciencia, guerra, economía y consumo en la España del Antiguo Régimen. El caso andaluz, 1492-1824" (P09-HUM 5330, chercheur responsable : Bartolomé Yun Casalilla). Abréviations : ASFi (Archivio di Stato di Firenze), MP (Mediceo del Principato) ; AHN (Archivo Histórico Nacional de Madrid); AGS (Archivo General de Simancas).

2 M. AGLIETTI, M. HERRERO SÁNCHEZ, F. ZAMORA RODRÍGUEZ (eds.), *Los cónsules de extranjeros en la Edad Moderna y principios de la Edad Contemporánea*, Madrid, 2013.

3 Sur l'historiographie des consulats de mer, cf. H. Ch. NOEJOVICH, "La institución consular y el derecho comercial: conceptos, evolución y permanencias", in B. HAUSBERGER, A. IBARRA (eds.), *Comercio y poder en América colonial: los consulados de comerciantes, siglos XVII-XIX*, Madrid, 2003, p. 15-40 ; Les deux études les plus concluantes sur la nature de ces consulats de mer : C. VASSALLO (coord.), *Consolati di mare and Chambers of commerce*, La Valette, 2000 et S. SIDNEY SMITH, *Historia de los Consulados de Mar (1250-1700)*, Barcelona, 1978. De ce dernier auteur, et centré sur les consulats de commerce espagnols, cf. *The Spanish guild merchant. A History of the Consulado, 1250-1700*, New York, 1972 ; Sur le même sujet, cf. Également M. SOUTO MANTECÓN, "Los consulados de comercio en Castilla e Indias: su establecimiento y renovación (1494-1795)", *Anuario Mexicano de Historia del Derecho*, II, México, 1990, p. 227-250.

sur ce que gagnait un consul à l'époque moderne doit être présent car beaucoup d'entre eux, à cause de la modestie des sommes d'argent perçues pour leur travail, se trouvaient poussés à la fraude et à la contrebande, y compris contre les propres intérêts de leur pays. Il s'agit d'éclairer par conséquent le contraste qui pouvait exister entre, d'un côté, les services de la représentation consulaire et, de l'autre, l'engagement et le respect effectifs dans les comportements commerciaux de consuls soumis à la tentation de l'enrichissement personnel⁴.

NATURE DES CONSULTATS ET JUSTIFICATION DE L'INTÉRÊT D'UNE ÉTUDE SUR LA MORALITÉ MARCHANDE

Le consulat des nations est une des institutions d'Ancien Régime qui avait le plus de relations avec le commerce, et c'est la raison pour laquelle son insertion dans le débat sur les moralités marchandes est plus que justifiée. Les consulats doivent être considérés comme des acteurs fondamentaux dans l'étude de l'espace méditerranéen. Ils représentent de plus une institution à forte composante corporative, permettant également d'analyser des aspects intéressants sur les notions d'*appartenance* et de *pratiques*. Les consulats des nations durant l'époque moderne furent des institutions que se maintenaient dans un équilibre permanent entre la politique et le commerce⁵. La dynamique du fonctionnement consulaire dépendait de l'interaction continue de plusieurs éléments se trouvant à la base des fondements de l'institution : l'État d'origine (duquel dépendait le consulat), l'État de destination (dans lequel était établi le consulat), les parties de la communauté représentée et la propre personnalité du consul. Durant l'époque moderne, il n'existait pas de convergence d'intérêt entre tous ces éléments. Le poids variable de chaque paramètre dans l'institution consulaire permet de parler d'un consulat différent pour chaque conjoncture. Ce système d'interrelations se présente donc comme un laboratoire riche d'une grande variété d'études de cas. Il y avait un consul pour chaque situation et pour chaque contexte à analyser. Il est par conséquent difficile de faire ressortir des caractères généraux, transversaux et partagés par tous les consulats des nations de l'époque moderne.

Le consul fut, surtout en matière commerciale, l'épicentre d'une série d'intérêts en

4 Quelques éléments sur le conflit entre activités "publiques" et "privées" des consuls espagnols à Livourne ont été partiellement exposés dans F. ZAMORA RODRÍGUEZ, "Privato versus pubblico. L'attività dei primi consoli spagnoli nella Livorno granducale", *Nuovi Studi Livornesi*, vol. XVII, 2010, p. 43-64. Pour la Toscane, cf. l'ouvrage toujours précieux de J.-C. WAQUET, *De la Corruption. Morale et pouvoir à Florence aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 1984.

5 Sur ce thème, cf. l'ouvrage fondamental de J. ULBERT, G. LE BOUÉDEC (coords.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1700)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

interaction continue avec les autres composantes intervenant dans la construction de ses actions. C'est dans ce cadre complexe de facteurs que l'institution consulaire revêt une importance particulière.

Dans ce rapport de forces en continuels contrepoids et en négociation permanente se révélaient les différentes factions d'une même nation qui n'était pas seulement composée de négociants. À partir de cette constatation, il paraît nécessaire d'élargir le cadre traditionnel des études sur l'institution consulaire. En effet, la nation à laquelle le consul rendait ses services n'était pas seulement faite de commerçants, même si la plus grande partie des individus qui la composait l'était effectivement. Nous pourrions parler selon les cas, d'une communauté flottante qui était souvent plus nombreuse que la communauté établie de manière stable dans le port⁶. Et pour encore plus de complexité, il faut ajouter à ce système de relations au sein desquelles s'entrelaçaient et se dissimulaient institutions, juridictions, États, corporations, intérêts de groupes et d'individus, les particularités locales relevant du champ légal du port, où existaient le plus souvent un pluralisme normatif et de nombreux conflits juridictionnels pouvant revêtir diverses formes. C'est notamment le cas du port franc de Livourne, cadre de notre étude⁷.

L'encadrement du travail des consuls se présentait même de manière encore plus complexe quand on sait qu'il n'existait pas - du moins dans le cas espagnol - de corpus légal ou normatif régulant ou précisant ses fonctions. La France s'était elle engagée dans une autre voie en 1681, quand elle avait pris l'initiative de mieux réguler la fonction consulaire française. Au sein d'un important projet de hiérarchisation des offices en rapport avec l'activité maritime⁸, le ministre Colbert avait établi les lignes directrices pour régir l'institution consulaire⁹.

D'autres paramètres doivent également être pris en compte, comme la personnalité et les talents propres à chaque consul ou les affaires dans lesquels ces hommes se trouvaient engagés. La bibliographie des travaux ayant permis d'analyser le travail des consuls dans la représentation de leur nation respective, dans la circulation des informations et dans le cadre des autres services rendus à leur

6 Sur ce point, on tirera profit de la lecture de l'étude quantitative comparative sur les gens de mer espagnols et français en Méditerranée : J. MEYER, "Gens de mer en Méditerranée au XVII^e siècle: la France et l'Espagne. Essai de comparaison", in R. RAGOSTA (coord.), *Le genti del mare Mediterraneo*, Napoli, 1981, vol. II, p. 905-936.

7 Pour l'analyse des compétences juridictionnelles à Livourne, on se reportera à deux études fondamentales, la première sur les compétences du gouverneur du port, l'autre sur le Consulat de mer : M. AGLIETTI, *I Governatori di Livorno dai Medici all'Unità d'Italia. Gli uomini, le istituzioni, la città*, Pisa, 2009 et A. ADDOBATI, "La giurisdizione marittima e commerciale dei consoli del Mare in età medicea", in M. TANGHERONI (dir.), *Pisa e il Mediterraneo : Uomini, Mercè, Idee dagli Etruschi ai Medici*, Milano, 2003, p. 311-315.

8 Pour le champ « terrestre », la même action avait été menée en 1673.

9 *Ordonnance du Roy concernant la jurisdiction des consuls de la nation française établis dans les ports étrangers.*

gouvernement, est abondante¹⁰. En revanche, les études de cas sont rares quand il s'agit de confronter les activités d'une institution mercantiliste comme l'étaient les consulats des nations étrangères avec les affaires personnelles des consuls. De ce point de vue, les témoignages concernant l'engagement et la loyauté de ces hommes avec les mesures et les directives qui émanaient de leur État respectif sont aléatoires, surtout dans une période où les blocus commerciaux et les fermetures sélectives de marchés étaient utilisés comme des armes de guerre ou des moyens de pression face à des puissances étrangères¹¹. Dans ces stratégies, en tant qu'instrument ayant acquis une importance accrue dans l'appareil étatique moderne, les consulats des nations se sont révélés fondamentaux.

La stratégie pour retirer des éléments intéressants sur la notion de moralités marchandes à partir de l'institution consulaire serait effectivement de mettre côte à côte la documentation générée par les activités liées à la charge avec la correspondance et les archives issues des affaires particulières du consul. En résumé, pour atteindre cet objectif, il paraît nécessaire de se pencher sur des études de cas concernant quelques postes dont la principale fonction était, tout au moins théoriquement, de favoriser le commerce des membres de la nation dont il dépendait. Mais les comportements du consul rentraient-ils vraiment dans le cadre précis d'une moralité marchande promue par l'État qui payait ses services ou partagée par la communauté marchande qu'il représentait ? Qui tirait réellement bénéfice de ses activités sur le plan commercial ? Existait-il quelques règles inviolables à l'heure de contrôler et de favoriser le négoce des nationaux ? Comment ajustait-il, dans la pratique, les devoirs de sa charge et ses propres intérêts commerciaux ? Quelles étaient les relations de ces consuls avec les États qui les accueillaient ? Ces hommes ont-ils influé sur l'existence d'une supposée moralité marchande ?¹²

Les quelques données dont nous disposons sur les consuls espagnols pour l'époque moderne sont claires. Comme l'a montré J. Pradells Nadal pour un long XVIII^e siècle, c'est-à-dire jusqu'en 1808, 38,2% d'entre eux étaient reliés d'une manière ou d'une autre à des activités commerciales¹³. Quand nous parlons de

10 Ces activités en faveur de l'information peuvent être considérées comme partagées par tous les consuls. La bibliographie en la matière est abondante. À titre d'exemple, nous citons ici la publication des actes du colloque *Les consuls en Méditerranée : agents d'information et de contre-information (XVI^e-XXI^e siècle)*, Nice, 24-26 novembre 2011, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine.

11 Pour une vision d'ensemble sur la guerre économique durant l'époque moderne, cf. E. SILBERNER, *La guerre dans la pensée économique du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, 1939.

12 Quelques réflexions intéressantes sur ces questions ont été avancées dans A. BARTOLOMEI, "De la utilidad comercial de los cónsules. Problemáticas y estado de la cuestión (Europa y el mundo mediterráneo, siglos XVII, XVIII y XIX)", in M. AGLIETTI, M. HERRERO SÁNCHEZ, F. ZAMORA RODRÍGUEZ (eds.), *Los cónsules de extranjeros...*, op. cit.

13 J. PRADELLS NADAL, *Diplomacia y comercio. La expansión consular española en el siglo XVIII*, Alicante, 1992, p.95.

relations, nous faisons référence à un lien direct avec le champ commercial, c'est-à-dire que ces consuls développaient des affaires personnelles dans le commerce. Pour le XVII^e siècle, la proportion était sensiblement plus haute. Cette différence entre les deux siècles s'explique en partie par la progressive « diplomatisation » de la charge au cours du XVIII^e siècle, élément qui a participé à un processus d'éloignement des consuls des échanges commerciaux, surtout de ceux pratiqués à petite échelle.

LE CONSUL ESPAGNOL DE LIVOURNE : UNE ÉTUDE DE CAS

Andrés de Silva fut consul des Espagnols et de toutes les nations sujettes de la monarchie espagnole à Livourne de 1677 à 1717¹⁴. Durant l'ensemble de cette période, il a tenu une maison de commerce très active sur tous les rivages de la Méditerranée. Parmi les principales routes fréquentées par les Silva et les places où résidaient leurs agents et leurs contacts, se trouvaient les ports atlantiques pour les marchandises américaines (Cadix, par exemple), les échelles du Levant (Alep, Smyrne et Alexandrie), Naples pour le commerce de l'huile, les ports du Levant espagnol pour la laine de Castille et, pour finir, les ports de Sardaigne (Cagliari et Alghero notamment) pour le négoce du fromage.

Avant d'obtenir la charge de consul à Livourne, Andrés de Silva refusa l'attribution, après avoir déboursé la somme correspondante, du poste de *sballatore* (traduit "desballador" dans la documentation en castillan) aux douanes de Naples¹⁵. Nous ne savons pas précisément en quoi consistait cette fonction de *sballatore*, mais il pourrait s'agir d'une sorte d'inspecteur ou de surveillant de commerce, une fonction liée à l'arrivée des marchandises dans le port et dont la tâche était de lutter contre la contrebande et les activités frauduleuses. Compte tenu de la décision de rejet de cette fonction par Andrés de Silva, ce métier devait être, selon toute vraisemblance, d'un bien moindre intérêt par rapport à celui de consul à Livourne, et ce malgré les opportunités de fraude et de contrebande que la charge napolitaine pouvait offrir. La proximité des organes gouvernementaux napolitains de contrôle, et parmi ceux-ci du vice-roi lui-même, a pu jouer comme condition pour qu'Andrés de Silva choisisse de déménager pour Livourne. En effet, la vice-royauté de Naples

14 *El consulado español en Livorno: el caso de Andrés de Silva (1677-1717)*, Thèse de doctorat soutenue en décembre 2011 à l'Université Pablo de Olavide. Une version révisée d'une des parties de cette thèse a été publiée sous le titre *La pupilla dell'occhio della Toscana y la posición hispánica en el Mediterráneo occidental (1677-1717)*, Primer Premio Fundación Española de Historia Moderna, 2013.

15 ASFi, *Notarile Moderno*, Protocolli, 18843, años 1675-1678. ff.166v-167r. 6/8/1678. Acte public par lequel Andrés de Silva a refusé ce poste qui lui avait été octroyé par le privilège royal du 22 février 1672 (AGS, *Secretaría Provincial*, 233, 188v-192v.) et par celui de Naples du 30 avril de la même année.

appartenait à la toile tissée par l'empire espagnol et le consulat de Livourne a pu être perçu comme beaucoup plus attractif. La ville était en effet loin de Naples et de l'administration espagnole. De plus, jusqu'à un XVIII^e siècle bien avancé, il n'y avait même pas d'ambassadeur à Florence, personnage qui aurait pu exercer un contrôle sur les agissements du consul. Pour cette raison, la liberté d'action à Livourne était plus grande que celle dont Andrés de Silva aurait pu jouir à Naples, où il avait déjà agi comme procureur des Espagnols, sans doute une antichambre et un apprentissage pour son futur métier de consul.

Le premier consul espagnol de Livourne, nommé au milieu du XVII^e siècle, avait déjà rencontré des problèmes avec les marchands de la place. Le Florentin Antonio Borgi occupait localement différentes charges, en plus de travailler pour son propre compte et d'être consul des Napolitains¹⁶. Les avantages commerciaux particuliers découlant de l'exercice de fonctions publiques dans cette ville portuaire avaient été soulignés au grand-duc par un groupe de marchands en 1645, dans un mémoire qui demandait que l'on retire à Borgi la capacité d'exercer le négoce¹⁷. La principale raison avancée par les pétitionnaires était que sa condition de commerçant ne pouvait pas être compatible avec ses activités et ses fonctions publiques. Selon ses accusateurs, Antonio Borgi se servait de sa fonction pour favoriser ses affaires et s'enrichir personnellement. De plus, il était sujet toscan. En ce sens, et au regard des territoires placés sous juridiction espagnole, il avait été souligné à plusieurs reprises l'incompatibilité de « *jouir dans le même temps des exemptions liées à la charge de consul et des droits de résident* »¹⁸. Au cours de l'époque moderne, il était compliqué de reconnaître formellement la qualité de consul à une personne se livrant au commerce et/ou étant sujet du souverain des territoires où elle exerçait ses fonctions¹⁹.

Plus tard, la nomination d'Andrés de Silva en 1677, un consul avec une origine portugaise et familiarisé avec les négociants séfarades, s'intégrait sans doute dans un démarche préméditée de contrôle des mouvements - surtout commerciaux et des informations - à l'œuvre à Livourne. La croissance économique du port toscan restait étroitement associée à la politique d'attraction volontariste mise en place par les Médicis en faveur des réseaux négociants juifs à la fin du XVI^e siècle²⁰.

16 Un peu plus tôt, il avait été celui des Arméniens.

17 La plainte portait surtout sur les avantages d'Antonio Borgi en tant *ministro de la Posta* à Livourne. Sur le fonctionnement de la poste et la pétition de ces marchands mécontents, cf. ASFi, *Miscellanea Medicea*, 352, fol. 458-459 et 502. Lettres d'Antonio Borgi à Domenico Pandolfini, 22 mai et 6 juin 1645. Je remercie Corey Tazzara de m'avoir indiqué ces documents.

18 AHN, *Estado*, 661(II), sans date.

19 A. BERNAL DE O'REILLY, *Elementos para el ejercicio de la carrera consular*, Bayona, 1883, p. 197-208.

20 Sur l'action grand-ducale en faveur du port et son intégration dans l'économie toscane, cf. S. FETTAH, "Livourne: cité du Prince, cité marchande (XVI^e-XIX^e siècle)" et J.-F. WAQUET, "Le gouvernement des grands-ducs (1609-1737)", in J. BOUTIER, S. LANDI, O.

L'importance acquise par les marchands séfarades sur la place de Livourne n'était pas passée inaperçue auprès de la monarchie espagnole. Durant le XVII^e siècle, ceux-ci continuèrent d'arriver depuis le Portugal vers la Toscane, en passant par l'Espagne²¹. De cette manière, la couronne espagnole - catholique, ne l'oublions pas – renonçait en partie à son orthodoxie religieuse pour se connecter aux réseaux juifs et néo-convertis séfarades qui contrôlaient alors le commerce international et en tirer profit²². Ce dernier élément est un aspect à prendre en compte car, de cette manière, la supposée moralité confessionnelle de la Monarchie catholique était dépassée par ses intérêts commerciaux. Les Juifs et les *conversos* d'origine portugaise, à l'image d'André de Silva dans le port de Livourne, furent essentiels pour le maintien de l'équilibre commercial de la couronne espagnole en Europe et son intégration aux réseaux du négoce international²³. Ce type de consul était familier du savoir-faire des marchands juifs. L'instauration de consuls liés d'une manière ou d'une autre avec ce réseau spécifique s'observait également dans d'autres places commerciales majoritairement contrôlées par le capital marchand juif.

Une supposée moralité commerciale, liée aux trajectoires et aux appartenances des consuls au service de la monarchie espagnole, se superposait donc sur une

ROUCHON (dir.), *Florence et la Toscane, XIV^e-XIX^e siècles. Les dynamiques d'un État italien*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 179-195 et 91-104. Pour la présence juive, cf. R. TOAFF, *La nazione ebrea a Livorno e a Pisa (1591-1700)*, Firenze, Olschki, 1990 et L. LÉVY, *La communauté juive de Livourne*, Paris, L'Harmattan, 1996. Sur la projection internationale des réseaux juifs établis à Livourne, cf. L. FRATTARELLI FISCHER, "Reti toscane e reti internazionali degli ebrei di Livorno nel Seicento", *Zakhor. Rivista degli Ebrei d'Italia*, IV, 2003, p. 93-116 et *Vivere fuori dal ghetto: ebrei a Pisa e Livorno, secoli XVI-XVIII*, Torino, 2008; F. TRIVELLATO, *The familiarity of strangers. The sephardic diaspora, Livorno and cross-cultural trade in the Early Modern period*, New Haven-London, 2009.

21 Cf. R. TOAFF, *La nazione ebrea...*, op. cit. p.25 et Y. KAPLAN, "La Diáspora Judeo-Española-Portuguesa en el siglo XVII: Tradición, Cambio y Modernización", *Manuscripts*, 1992, 10, p. 77-89.

22 J. BOYAJIAN, *Portuguese bankers at the court of Spain (1626-1650)*, New Brunswick, 1983 ; N. BRÖENS, *Monarquía y capital mercantil: Felipe IV y las redes comerciales portuguesas (1627-1635)*, Madrid, Ediciones UAM, 1989 ; M. EBBEN, "Un triángulo imposible: la Corona española, el Santo Oficio y los banqueros portugueses, 1627-1655", *Hispania*, 1993, p. 541-556 ; J.-F. SCHAUB, *Les Juifs Du Roi D'Espagne. Oran, 1509-1669*, Paris, Hachette, 1999 ; B. J. LÓPEZ BELINCHÓN, "Sacar la sustancia al reino. Comercio, contrabando y conversos portugueses, 1621-1640", *Hispania*, LXI/3, 209, 2001, p. 1017-1049 et *Honra, libertad y hacienda (hombres de negocios y judíos sefardíes)*, Alcalá de Henares, 2001. Pour comprendre le rôle des Juifs et des *conversos* dans le cadre impérial hispanique, cf. A. DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Los judeoconversos en España y América*, Madrid, Istmo, 1971 et J. CARO BAROJA, *Los judíos en la España Moderna y Contemporánea*, Madrid, Arión, 1962.

23 Pour ces aspects fondamentaux, cf. J. ISRAEL, *Conflicts of empires. Spain, the Low Countries and the struggle for world supremacy 1585-1713*, London, 1997; *European Jewry in the Age of Mercantilism (1550-1750)*, Oxford, 1985 et *Empires and entrepôts: the Dutch, the Spanish monarchy and the Jews, 1585-1713*, London, 1990.

moralité religieuse. Autrement dit, la théorie de la défense du catholicisme de la part de la couronne espagnole était contredite par la pratique quand il s'agissait d'intégrer les réseaux les plus dynamiques du commerce international.

Cet équilibre précaire entre des intérêts commerciaux étatiques, la communauté représentée et les propres activités marchandes du consul pouvait se rompre facilement, surtout quand les affaires particulières de ce dernier entraient en jeu. Sur ce point, la carrière de Silva à Livourne au service de la monarchie espagnole présente au moins deux exemples très éclairants.

Les connaissances d'Andrés de Silva sur les réseaux séfarades furent par exemple utilisées pour exercer des représailles avec rapidité sur les biens des Juifs vassaux du grand-duc. Ces derniers formant le socle du dynamisme économique de l'État des Médicis, la pression exercée sur ce groupe était le moyen le plus efficace pour s'opposer aux activités des princes toscans et contrecarrer leurs attaques contre l'Espagne, surtout quand celles-ci cherchaient à défavoriser la couronne espagnole face à la France. Les Juifs séfarades avaient une importance supérieure à celle des Juifs italiens²⁴, car la base de leurs réseaux se fondait sur le maintien de contacts commerciaux avec leurs lieux d'origine, et par conséquent, avec les principaux ports d'Espagne et du Portugal.

À la fin du XVII^e siècle, un coup de canon tiré depuis le quai de Livourne toucha la galère capitaine de l'escadre de Naples, alors qu'elle livrait bataille à un bateau français à proximité de l'entrée du port. En raison de la neutralité livournaise, le navire napolitain fut atteint après plusieurs tirs en l'air. L'affaire entraîna néanmoins une forte réaction de la part des autorités espagnoles, qui estimaient leur honneur bafoué. À leur demande et pendant un temps, les biens des marchands juifs sujets du grand-duc furent minutieusement fouillés quand ils passaient par les territoires sous contrôle hispanique. Ce blocage commercial dura en théorie pendant quatre longues années. Finalement, en 1694, à travers une circulaire envoyée à ses vice-rois et à d'autres ministres, le Roi catholique ordonna la suspension de ces représailles et accorda « *que pour être sujets d'un prince ami, on les traite dorénavant en conformité avec ce qui se pratique pour les Juifs de ces [autres] puissances* » [Angleterre et Provinces-Unies]²⁵

Mais que s'est-il réellement passé dans la pratique ? À la fin de l'année suivante, Andrés de Silva continuait d'exercer un contrôle exhaustif, non seulement par la reconnaissance des passeports des bâtiments sur lesquels pouvaient se trouver des biens appartenant à des sujets juifs toscans, mais aussi en vérifiant et en enregistrant

24 Cf. J.-P. FILIPPINI, "Il Granduca e la Nazione ebraica di Livorno nel Settecento, tra la prepotenza degli 'spagnoli' e le pretese degli 'italiani'", *Nuovi Studi Livornesi*, IX, 2001, p. 37-51.

25 ASFi, MP, 2216. Copie d'une lettre-circulaire du Roi du 15 juillet 1694. Les plaintes du grand-duc furent dirigées au gouvernement de Madrid par le Comte de Santisteban, vice-roi de Naples.

le cachet où figurait la tolérance accordée par le roi à ces mêmes marchands. En agissant de la sorte, le consul rompait ainsi avec la réglementation qui émanait du gouvernement espagnol. L'intention d'Andrés de Silva fut même de demander formellement en 1694 la révocation de cette tolérance royale accordée aux Juifs²⁶. L'activité déployée par l'appareil diplomatique toscan pour se défaire de ces entraves et obtenir la pleine liberté pour les navires de ces marchands à travers l'exécution de la décision royale espagnole fut frénétique.

Pourquoi le consul espagnol avait-il prolongé ce blocage de sa propre initiative ? Derrière cette obstination, se cachaient les intérêts particuliers d'Andrés de Silva en Méditerranée, et plus particulièrement en Sardaigne. Sa volonté était d'entraver, voire d'éliminer, l'activité des Juifs vers cette île. En procédant de la sorte, il s'assurait le contrôle quasi monopolistique d'une route commerciale sur laquelle il obtenait déjà d'énormes bénéfices. Parallèlement, le consul s'efforçait de laisser très clairement apparaître son adhésion formelle à la religion catholique, élément qui avait été sérieusement mis en doute.

L'affaire trouva son terme avec l'ordre envoyé depuis Florence pour que le consul Silva cessât de désobéir à l'autorité du roi en exerçant un contrôle sur ces sujets et conformât ses actions aux décisions du gouvernement madrilène²⁷. Ce blocage ne pouvait pas être maintenu trop longtemps car les banquiers et les négociants étrangers en général étaient fortement dépendants des réseaux juifs²⁸. Ils pouvaient difficilement s'en passer pendant plusieurs années car ces derniers alimentaient en produits divers des ports et des villes espagnols, tandis qu'en retour, ils permettaient d'exporter différentes marchandises depuis les territoires espagnols.

Le deuxième cas analysé commence peu après le début de la Guerre de la Ligue d'Augsbourg²⁹. La couronne espagnole avait décrété en 1689 que s'exerçât un nouveau blocage des marchandises françaises en provenance des ports internationaux, y compris Livourne. Il s'agissait de gêner l'exercice du commerce français sur les marchés espagnols³⁰. Le comportement et l'engagement des consuls

26 *Idem*. Lettre de Panciatichi à Del Borro du 22 novembre 1695.

27 ASFi, MP, 2216. Lettre de Panciatichi à Del Borro du 2 décembre 1695.

28 Sur cette dépendance, cf. L'introduction de A. DUBET, J.-P. LUIS (dir.), *Les financiers et la construction de l'État en France et en Espagne (milieu du XVII^e siècle-milieu du XIX^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

29 Pour un aperçu de la politique européenne du temps, cf. L. BÉLY, *Les relations internationales en Europe (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Paris, 1992. Une comparaison sur le fonctionnement des États français et espagnol a été menée dans A. DUBET, J. J. RUIZ IBÁÑEZ (eds.), *Las monarquías española y francesa (siglos XVI-XVIII) ¿Dos modelos políticos?*, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez n° 117, 2010.

30 Pour un panorama du rôle des Français dans le commerce espagnol, cf. *Les Français en Espagne à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, 1990; M. B. VILLA GARCÍA, P. PEZZI CRISTÓBAL (eds.), *Los extranjeros en la España moderna*, Málaga, 2003. Le commerce français dans deux des plus importants ports espagnols a été magistralement analysé dans A. GIRARD,

devaient jouer un rôle essentiel dans l'application de ces mesures :

« Habiéndose considerado los graves inconvenientes que resultan de que los cónsules y ministros que dan las certificaciones atestando los testimonios de fábrica de los magistrados y asegurando ser las mercaderías que se envían a mis Reinos de los puertos de los dominios amigos de licito comercio, no las reconozcan y si son fabricadas en las ciudades que se dice y si traen aquellas marcas o sellos que se ponen en las de cada ciudad y del maestro laborante, como se estila al presente sino que se fiesen (como se tiene entendido lo hacían algunas veces) a las informaciones o probanzas que las partes ofrecen para justificar que las mercaderías son fabricadas en dominios amigos pudiéndose recelar prueben lo que les parezca o convenga en ellas, y atendiendo a que además de ser esta prevención tan conveniente y necesaria; está virtualmente dispuesta pues no se puede certificar lo que no se ve, y reconoce, y que no se puede ni se ha podido dar en otra forma; os mando que en todas las mercaderías y géneros que salieren de esa ciudad para introducirse en mis Reinos y Dominios y cuyos dueños acudieren a Vos, para que atestéis los testimonios con que las acompañaréis lo ejecutéis reconociéndolas primero como se hace por los cónsules de Holanda, y hallándolas sin duda de que sean fabricadas, teñidas, o adresadas en dominios de Francia, y que están con las marcas, o sellos de las ciudades donde se hubieran fabricado, y del maestro laborante daréis los despachos para su admisión, previniéndoos que si faltareis a vuestra obligación mandaré castigaros severamente como lo pide la gravedad de la culpa, y los muchos perjuicios que de ella pueden resultar a mi servicio así en el libre y franco comercio de ese puerto como en la introducción de géneros de Francia que son los dos puntos que a un tiempo se deben atender y remitiréis cada correo relación de los despachos que hubiérais con distinción de los géneros y mercaderías de quien las envía, en qué bajel a qué puerto y para qué con toda distinción y claridad ejecutaréislo así precisamente³¹ ».

Avec ce moyen et dans la mesure où les consulats étaient des institutions déterminantes pour la circulation des marchandises, c'était un meilleur engagement, un plus grand soin et plus de zèle qui étaient recherchés auprès des consuls dans l'observation du blocus des produits français. Le décret dénonçait les pratiques peu fiables et les méthodes habituellement utilisées pour le contrôle des flux marchands.

Le commerce français à Séville et à Cadix au temps des Habsbourg; contribution à l'étude du commerce étranger en Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles, Paris, 1932. Cf. Également A. ALLOZA APARICIO, "El comercio francés en España y Portugal. La represalia de 1635", in C. MARTÍNEZ SHAW, J. M. OLIVA MELGAR (eds.), *El sistema atlántico español (siglos XVII-XIX)*, Madrid, 2005, p. 127-161.

31 ASFi, MP, 2209. En annexe à une lettre de Del Borro à Panciatiichi datée du 29 décembre 1689. Ce document adressé par le Roi à tous les consuls et ministres fut envoyé tout particulièrement par le marquis de Monreal à Andrés de Silva le 24 septembre 1689.

La monarchie espagnole transférait sans doute sur ses propres consuls la défiance qu'elle avait déjà envers les consuls étrangers opérant sur ses propres territoires. À titre d'exemple, le *corregidor* de Guipúzcoa tenait à ce qu'il n'y ait pas de consuls étrangers sur son territoire, "*car par leurs mains des marchandises de contrebande pouvaient entrer dans le royaume*"³². Avec le relâchement et la permissivité des consuls espagnols employés dans les différents ports européens, l'arrêté de prohibition et de blocage des marchandises françaises dût être renouvelé en 1690. De nouveau, on recherchait l'engagement des consuls dans la vérification des marchandises exportées, surtout françaises, ce qui mettait en évidence l'importance de leur rôle dans le succès de la mesure et soulignait, dans le même temps, qu'ils étaient des vecteurs potentiels de la fraude :

« se informa a todos los moradores de cualquier grado o condición de las ciudades, villas y lugares del reino que se cierra enteramente el comercio y comunicación con los franceses en virtud de los autos de febrero de este mismo año y que el que lo incumpla afrontará una pena de 200 ducados y otras al arbitrio de la audiencia. Los productos que llegaren en embarcaciones propias o extrañas y descargaren en los puertos de este reino sin traer certificatoria de los cónsules de España que residen en los puertos donde salieren se le decomisará la mercancía³³ ».

Andrés de Silva, de la même manière que tout autre consul espagnol en poste dans un port international, se trouvait ainsi dans la position de choisir entre l'exercice du contrôle décidé par Madrid ou de ne pas incommoder le libre commerce dans le port franc de Livourne, en ignorant les consignes et en profitant de l'occasion pour s'enrichir. Autrement dit, le consul devait choisir de favoriser les intérêts du pouvoir toscan – et par conséquent des affaires commerciales françaises – ou ceux de la monarchie espagnole.

Andrés de Silva décida de se placer du côté du pouvoir toscan, en contrevenant de nouveau à un ordre envoyé de Madrid. Parmi les raisons qui le portèrent à faire ce choix, il est fondamental de considérer les opportunités de promotion sociopolitique que pouvait lui offrir le gouvernement toscan dans le port de Livourne. À moyen terme, ce dernier récompensa le consul espagnol en lui accordant diverses prérogatives, notamment en lui confiant l'exercice de charges publiques. D'autre part, et à plus court terme, le décret de prohibition affectait le cours de ses affaires. Enfin, en tirant directement bénéfice des revenus du décret, il s'agissait pour lui d'une opportunité unique pour s'enrichir. Le consul exerça non seulement un contrôle très lâche, mais mit également en place, comme si cela ne suffisait pas,

32 AGS, *Estado*, 2867, 21 juin 1625. Informations remises par les *corregidores* et autres ministres royaux à propos de la présence consulaire étrangère dans les ports espagnols.

33 AHN, *Estado*, 5010(I). Copie de l'arrêt du 2 novembre 1690.

une fiscalisation des marchandises à son propre avantage. Dans un mémoire français daté de 1699, contenant une étude détaillée sur Livourne, ses institutions, ses principaux acteurs et son commerce, les agissements du consul Andrés de Silva sont évoqués de la manière suivante :

« Les françois lui ont l'obligation d'avoir favorisé leur commerce pendant la guerre aux Royaumes de Naples et de Sicile et autres lieux de la domination espagnole, où le transport de nos marchandises étoit expressement défendu, et où l'on n'en laissoit entrer aucunes sans un certificat de ce consul, portant que les marchandises, étant sur les bâtimens espagnols et partant de Ligourne, n'étoient point marchandises de France, mais il n'a jamais refusé d'en donner moyennant un écu par balle, ce qui luy a valu pendant tout le cours de la guerre au moins huit mille écus par an³⁴ ».

D'après ce document, malheureusement anonyme, le consul Andrés de Silva avait profité en toute illégalité de l'encaissement d'un écu pour chaque balle de marchandises françaises envoyée depuis Livourne vers les territoires espagnols. Parmi les destinations de ces produits, l'auteur du texte soulignait l'importance de Naples et de la Sicile, deux territoires où il était impossible d'introduire des marchandises sans un certificat délivré par un consul espagnol. Ce mécanisme de collecte illicite avait rapporté à Andrés de Silva un profit de 8.000 écus par an durant le conflit. Cette somme était très au dessus des 50 écus mensuels qu'il recevait pour salaire. Les consuls espagnols à l'étranger jouissaient en grande majorité de deux sources officielles de revenus. La première était la rémunération directe de leurs services et la seconde était liée à l'arrivée des bâtimens de commerce dans le port où ils exerçaient leurs activités. Ces navires devaient acquitter les « droits consulaires », une quantité d'argent qui correspondait aux services de protection et d'assistance offerts par le consul sur place. Les revenus tirés de ces droits sur les embarcations étaient modestes. Andrés de Silva se chargeait d'ailleurs de le confirmer au marquis de Mejorada y de la Breña, en se plaignant de la situation de ses finances en comparaison avec les confrères au service d'autres pays : *“le consulat ne donne pas la moindre chose, alors que les autres consuls de France, d'Angleterre, de Hollande, et encore de Venise et de Gênes retirent les plus grands droits, avec lesquels ils sont en mesure de maintenir leur emploi”*³⁵.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Face à la supériorité des gains liés à la contrebande des marchandises françaises et les possibilités sociopolitiques offertes par les autorités toscanes à la faveur de sa permissivité à l'égard du blocus, la

34 L. FRATTARELLI FISCHER, C. MANGIO (coords.), *Fonti per la Storia di Livorno fra Seicento e Settecento*, Livorno, 2006, p.7-26. Ce document a été transcrit par Cristina Castignoli (ASFi, MP, 1815, “Mémoire de l'état présent de Ligourne et de son commerce, année 1699”).

35 AHN, *Estado*, 5012. Lettre du 14 février 1712.

monarchie espagnole, qui payait seulement 50 écus mensuels, n'était pas en mesure d'exiger de son consul un engagement moral et commercial. En d'autres termes, la situation révélait un conflit international qui se cristallisait autour d'un décret de blocage commercial qui n'était pas mis en pratique par le consul.

À l'instar d'autres États, la monarchie espagnole a toujours menacé les autres puissances d'une fermeture de ses ports à l'entrée de leurs marchandises. Il est légitime de se demander quel fut le niveau réel d'application de cette mesure. D'après l'étude de cas que nous venons de présenter, il semble qu'il fut très bas et il paraît probable que d'autres consuls adoptaient le même comportement dans différents ports, étant donné que les salaires étaient à peu près identiques, même si les revenus provenant des droits consulaires variaient en fonction du trafic commercial de chaque place marchande. À l'instar de Jonathan Israel, les historiens estiment dans leur majorité que la guerre économique menée par la monarchie espagnole à l'aide de blocus commerciaux n'a jamais eu les résultats espérés³⁶.

L'attitude du consul Silva fut bien accueillie par le gouvernement toscan, qui la valida et la récompensa par l'attribution de charges publiques et de distinctions. Face à la rigidité représentée par le blocage espagnol, il s'agissait d'une solution intermédiaire, dans laquelle, et mis à part le consul lui-même, les différents acteurs locaux tiraient un bénéfice ; non seulement les Français car l'envoi de leurs marchandises n'était pas entravé, mais aussi le port de Livourne parce que les restrictions demandées par Madrid n'étaient pas mises en œuvre.

Ces opérations de fraude et de contrebande eurent également un effet dans les ports espagnols de destination et affectèrent sans doute le rapport de force entre les deux couronnes. Les décisions particulières d'un simple consul avaient une répercussion directe sur l'équilibre international des puissances. Les conséquences se perçoivent au niveau financier. Selon la correspondance gérée à Madrid par l'envoyé des Médicis, les marchands des ports espagnols déclaraient que les Français faisaient constamment entrer des produits textiles de toute sorte. Selon l'accord signé à la fin de la Guerre de la Ligue d'Augsbourg, ces derniers ne pouvaient exporter vers les territoires espagnols qu'une quantité de deux millions de marchandises textiles, sur lesquels pesait un impôt draconien de 20%. De plus, la vente de ces marchandises ne devait pas provoquer de sortie de numéraire du territoire espagnol. Les gains devaient en effet être réemployés dans l'achat de produits d'Espagne ou des Indes. La réalité fut bien différente car les marchands français contournèrent constamment les mesures restrictives qui leur étaient imposées par la monarchie espagnole :

36 J. ISRAEL, "La guerra económica y la Monarquía Hispánica en el siglo XVII", in F. RUIZ MARTÍN (coord.), *La proyección europea de la monarquía hispánica*, Madrid, 1996, p. 41, et A. ALLOZA APARICIO, "Guerra económica y comercio europeo en España, 1624-1674. Las grandes represalias y la lucha contra el contrabando", *Hispania*, LXV/1, 219, 2005, p. 227-280.

“Da più e diversi mercanti che dimorano in Spagna si è saputo più volte ch’i francesi col pretesto dei detti due milioni di mercantie hanno per lo spazio di trenta e più anni mandatene di continuo e sottomano una quantità tanto maggiore e tanto considerabile che col guadagno del frodo di gabella a venti per cento e coll’avvantaggio di haver venduto segretamente le sudette frodate mercantie a danari contanti, han potuto i francesi col solo e proprio danaro degli spagnuoli fargli la guerra³⁷”.

À la lumière de cet exemple très concret, nous devons repenser les liens entre commerce et politique internationale en remettant en cause les postulats classiques. En montrant que même un blocus et une restriction commerciale pouvaient avoir des effets contraires à ceux qui étaient souhaités, il apparaît évident que la réalité du terrain se présentait d’une manière plus complexe.

L’ambiguïté entre la théorie et la pratique s’est constamment reflétée dans d’autres domaines. Nous en avons un exemple avec une autre activité d’Andrés de Silva : la location de demeures et de magasins à Livourne. Avec la dynamique commerciale et la croissance progressive de sa population, le marché de l’immobilier avait augmenté de façon exponentielle dans le port toscan³⁸. Parmi les locataires des biens détenus par Andrés de Silva, il y avait des personnes d’origines diverses. Il est donc difficile d’établir une préférence quelconque de la part du propriétaire, tant il est certain que le consul ne dédaignait aucune possibilité au moment de s’enrichir par la location d’immeubles. Bien que la plus grande partie d’entre eux étaient originaires de Pistoia, de Florence, de Gênes ou même de Livourne, Andrés de Silva a signé des contrats avec des Français, y compris en temps d’affrontements franco-espagnols. Dans ce cas, la “*la véritable antipathie naturelle que les Espagnols avaient toujours pour les Français*”³⁹ restait sans effet et cela servait de nouveau l’intérêt particulier du consul. Les relations étroites entre les gouvernements français et espagnols durant le premier quart du XVIII^e siècle et la convergence de leurs objectifs expliquent la location d’immeubles à des Français par Andrés de Silva à ce moment précis. Il est en revanche beaucoup plus compliqué d’expliquer la location controversée de la maison située via Ferdinanda, dans laquelle le consul avait vécu au début de son séjour à Livourne, au consul français Varlet de Gibertcourt, alors même que

37 ASFi, MP, 5062, ff. 21-22, 18 janvier 1670. Rapport envoyé de Pise au représentant florentin en Espagne Vieri da Castiglione. Au cours du XVIII^e siècle, le flux des marchandises espagnoles vers la France s’intensifia avec l’administration des Bourbons, cf. S. STEIN, “Un raudal de oro y plata que corría sin cesar de España a Francia: Política mercantil española y el comercio con Francia en la época de Carlos III”, in *Actas del Congreso Internacional sobre Carlos III y la Ilustración*, Madrid, 1989, vol. 2, p. 219-287.

38 Cf. M. L. CONFORTO, L. FRATTARELLI FISCHER, “Dalla Livorno dei Granduchi alla Livorno dei mercanti. Città e proprietà immobiliare fra ‘500 e ‘600”, *Bollettino Storico Pisano*, LIII, 1984, p. 211-234.

39 Cf. Note 37.

l'Espagne et la France s'affrontaient en pleine Guerre de la Ligue d'Augsbourg⁴⁰. L'affaire pouvait se comprendre dans le cadre d'une simple relation contractuelle entre deux marchands de la place. Dans le cas présent, néanmoins, l'intérêt privé dépassait largement les éléments liés à sa fonction et l'engagement au service de l'État qui l'employait⁴¹.

Malgré tout ce qui a été dit, il existe quelques exemples pour lesquels les intérêts du consul Silva coïncident avec ceux de la monarchie espagnole et du gouvernement toscan. C'est notamment le cas des accords de neutralité signés par Livourne et Portoferraio à la fin du XVII^e siècle. Ces accords furent favorisés par Andrés de Silva. L'explication de cette attitude, nous la trouvons néanmoins fortement liée à la volonté du consul de maintenir un environnement pacifique favorable à ses affaires liées à la pêche dans les eaux tyrrhéniennes⁴².

Les objectifs d'enrichissement privé dans un contexte socio-économique complexe restaient au dessus des relations inamicales ou conflictuelles entre États. Le comportement d'Andrés de Silva ne semble pas définir *une* moralité marchande, mais plutôt *des* moralités marchandes, chacune d'entre elles étant convoquée en fonction de la situation et toujours tournée vers la recherche maximale du profit. Les agissements du consul ont été soumis et conditionnés par une duplicité de loyautés lui ayant permis de favoriser ses intérêts dans deux cadres, celui de la monarchie espagnole et celui du Grand Duché de Toscane. L'ambition humaine, unie aux possibilités de profits, contribue à faire varier les loyautés, voire à y mettre un terme, en même temps qu'il en construit d'autres, capables d'offrir de meilleures opportunités. En ce sens, le gouvernement des Médicis ne pouvait concurrencer les autres puissances en termes belliqueux ou comme puissance internationale, mais il pouvait néanmoins amoindrir cette faiblesse en gagnant la sympathie et l'engagement des consuls étrangers en poste à Livourne, auxquels il offrait des facilités pour la réussite de leurs intérêts particuliers, en plus d'importantes possibilités de promotion au niveau local.

À partir de sa position consulaire et des succès dans les affaires, le consul Silva

40 Varlet de Gibertcourt commença à exercer ses fonctions de consul vers la fin de l'année 1691. Sur ce sujet et les Français, cf. J. P. FILIPPINI, "La nation française de Livourne (fin XVII^e-fin XVIII^e siècle)", in *Recherches sur l'Orient méditerranéen au XVII^e et au XVIII^e siècles*, Paris, 1976, p. 235-248 et "I marinai francesi e il loro console a Livorno nel Settecento", in R. RAGOSTA (coord.), *Le genti...*, op. cit., vol. II, p. 1031-1045.

41 AHN, *Estado*, 4889(I), 15 février 1693. Contrat entre les consuls Andrés de Silva et Varlet de Gibertcourt, en vertu duquel le second a déboursé 125 ducats florentins pour la location de la maison de la via Ferdinanda entre le 15 février 1693 et le 15 février 1694.

42 ASLi, *Comunità*, Lettere e negozi, 143, ff. 279-298. Achat de la *pescheria vecchia* par Andrés de Silva pour la vente de fruits, de poissons salés et d'autres comestibles. Enchères remportées avec la meilleure offre le 26 avril 1703 (701 pièces de huit réaux).

utilisa sa charge comme un instrument de pression auprès des autorités locales toscanes. En plusieurs occasions, il menaça le gouverneur du port, en lui indiquant qu'il pouvait partir et transférer ses affaires commerciales vers Venise, Rome, Massa, où vers n'importe quel autre lieu susceptible de lui offrir sécurité et bon accueil. Le consul Silva continuait en disant que, suite à son départ, le roi d'Espagne enverrait à sa place un "*bourreau de Madrid pour faire office de consul*"⁴³. Andrés de Silva était conscient des possibilités données par la nature d'un capitalisme commercial plus ancré sur la densité des réseaux marchands que sur un espace donné. Andrés de Silva avertissait qu'il serait périlleux pour les intérêts du Grand-Duché qu'un consul au comportement rigide maintînt une moralité marchande en accord avec les principes édictés par son gouvernement et qu'il exécutât sans défaut et avec diligence les ordres qu'il se voyait imposés depuis Madrid. En d'autres termes, un consul faisant le contraire de ce qui allait dans le sens du libre commerce et du bénéfice de ses propres affaires. Il avait déjà menacé en d'autres occasions d'abandonner le port de Livourne en disant "*qu'il allait chez lui faire sa malle pour abandonner le consulat et partir à Naples*"⁴⁴. Ces menaces trouvaient leur fondement dans le volume des affaires commerciales de sa compagnie : "*il y a cinquante ans que ma maison de commerce est à Livourne, qu'elle a donné plusieurs milliers d'écus en droits de douanes et fourni du travail à de nombreuses familles*"⁴⁵. Il s'agissait effectivement d'un moyen de pression du consul sur le gouvernement toscan. Dans le cadre de demandes particulières, il n'hésitait pas à mettre en avant le bénéfice apporté par les activités de sa compagnie commerciale chaque année à Livourne, notamment à travers le paiement des taxes douanières. Chaque fois qu'Andrés de Silva se sentait désavantagé, il répétait le même discours pour faire pression et obtenir gain de cause.

Texte traduit de l'espagnol par Olivier Raveux.

43 ASFi, MP, 2216. Lettre de Del Borro à Panciatichi du 12 décembre 1695.

44 ASFi, MP, 1813. Lettre d'Andrés de Silva à Del Borro et au *provveditore* de la douane Petrocci au début d'octobre 1690.

45 ASFi, MP, 2284. Lettre d'Andrés de Silva à Panciatichi du 11 mai 1693.